



COMITÉ de direction

Actualités et perspectives

CONTEXTE

La dissolution de l'Assemblée nationale annoncée dimanche soir par le Président de la République vient mettre au quasi-point mort l'actualité législative et réglementaire à très court terme. Le calendrier des rendez-vous et temps forts politiques est lui aussi percuté. À court terme, le sujet du programme économique des différents partis politiques concentrera notre attention dans le cadre de la campagne législative express. À titre exceptionnel, ce compte-rendu se consacrera exclusivement aux résultats des élections européennes. La FNTP reste par ailleurs pleinement mobilisée sur l'ensemble des sujets.

RETOUR SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Près de 51% des électeurs européens se sont déplacés pour voter lors des élections de juin 2024 (52,5%, contre 50,1% en 2019, soit à peine 0,5 point de plus qu'en 2019 (50,5%). C'est le deuxième scrutin européen consécutif qui enregistre une remontée du niveau de participation, après celui de 2019. Durant 40 ans, l'intérêt pour les élections européennes n'avait fait que baisser.

Les élections européennes en France : une nouvelle vague pour l'extrême-droite.

1. Résultats

- Rassemblement national, liste conduite par Jordan Bardella : 31,5 % - 30 sièges (+12 sièges par rapport à 2019). On retrouve, parmi les 30 députés, 9 députés européens sortants, dont Thierry Mariani, député européen depuis 2019, ancien ministre délégué chargé des Transports (2010-2012). A noter également, l'entrée de Pierre Pimpie, directeur général adjoint de l'établissement public de sécurité ferroviaire.
- Renaissance, liste conduite par Valérie Hayer : 14,6% - 13 sièges (-10 sièges). 11 des 13 nouveaux députés sont des députés européens, occupant souvent des postes-clés au Parlement européen : Marie-Pierre Vedrenne, Vice-présidente de la Commission du commerce international, Pascal Canfin, Président de la Commission de l'Environnement, Nathalie Loiseau, Présidente de la sous-Commission Sécurité et défense. Quelques députés européens ont également travaillé dans des domaines concernant le secteur de la construction, comme c'est le cas pour Sandro Gozi, rapporteur fictif sur le règlement sur les produits de construction, ou Fabienne Keller, membre du Conseil d'orientation des infrastructures (COI).
- Place publique - Parti socialiste, liste conduite par Raphaël Glucksmann : 13,8 % - 13 sièges (+6 sièges). 4 députés sortants, parmi lesquels le vice-président de la sous-commission « Droits de l'homme » (Raphaël Glucksmann) et la Vice-présidente de la commission du Développement régional (Nora Mebarek). A noter, l'entrée dans l'hémicycle de Thomas Pellerin-Carlin, Directeur de programme – Investissements climat européens à l'institut I4CE et co-auteur de l'étude relative au déficit d'investissement climat européen, publiée en 2024 (la FNTP étaient en contact avec les co-auteurs à cette occasion).

- La France insoumise, liste conduite par Manon Aubry : 9,9 % - 9 sièges (+3 sièges par rapport à 2019). 5 députés sortants, parmi lesquels on retrouve le président de la commission du développement régional (Younous Omarjee).
- Les Républicains, liste conduite par François-Xavier Bellamy : 7,2 % - 6 sièges (-2 sièges par rapport à 2019). 2 députés sortants (François-Xavier Bellamy et Nadine Morano).
- Les Ecologistes, liste conduite par Marie Toussaint : 5,5 % - 5 sièges (-7 sièges par rapport à 2019). 3 députés européens sortants.
- Reconquête !, liste conduite par Marion Maréchal : 5,5 % - 5 sièges. 1 député sortant (Nicolas Bay, sur la liste RN).

2. Les conséquences directes

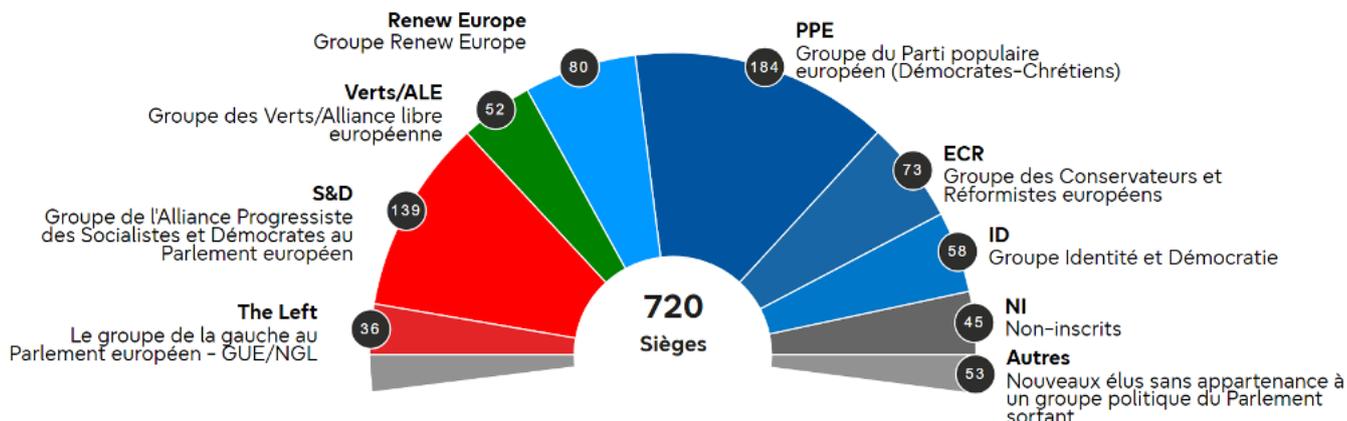
Le Rassemblement national (RN) de Jordan Bardella constituera la délégation la plus importante du Parlement. C'est la troisième fois consécutive que le RN remporte les élections européennes. Mais contrairement à 2014 (24,9 %) et à 2019 (23,3 %), un écart conséquent sépare le parti de Marine Le Pen de ses concurrents, en premier lieu de la liste Renaissance. Ainsi, 30 députés du RN rejoindront le Parlement européen, sur les 81 sièges français à pourvoir, soit plus que les conservateurs allemands de la CDU/CSU, crédités de 29,5% des suffrages, et qui devraient obtenir 29 sièges. Avec ces résultats, le RN devrait s'assurer d'un poids conséquent dans les négociations à venir, en vue de la formation des alliances à la droite du Parlement. Le score du RN pourrait désenclaver le parti et son groupe, Identité et démocratie (ID).

L'importance de ce score met aussi en relief la fragmentation des autres listes et leur relative faiblesse dans les grandes formations politiques européennes, à commencer par le PPE (6 sièges seulement pour LR sur 184), le groupe des Socialistes et Démocrates (14 sur 139) et des Verts (5 sur 52). Cela ne sera pas sans conséquence sur les capacités d'influence au sein de ces grands groupes politiques. On notera par ailleurs que 35 députés sur 81 sont des députés sortants, un renouvellement de près de la moitié analogue à la législature précédente.

Le scrutin européen : le maintien du PPE.

Même si la droite radicale et l'extrême droite ont enregistré une forte poussée lors des élections européennes (notamment dans les pays comme l'Allemagne et la France qui fournissent les gros contingents d'eurodéputés, respectivement 96 et 81 sur 720), le Parti populaire européen (PPE) reste la principale force dans le futur Parlement européen. En outre, la coalition actuelle, réunissant les conservateurs du PPE, les socialistes et les centristes de Renew, reste majoritaire, avec plus de 400 sièges sur 720, soit une marge de sécurité d'une quarantaine de sièges. Cependant, la poussée des partis d'extrême droite en Europe pèsera sur les alliances à venir.

Les résultats provisoires :



1. Le poids renforcé du PPE

Le groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens) a remporté les élections européennes du 6 au 9 juin. Le PPE disposait avant les élections de 176 sièges, soit 24,9% du total des députés européens. Avec désormais 184 sièges sur 720, cette proportion passe à 25,56%. Le PPE avait perdu des sièges lors des trois précédentes élections (2009, 2014, 2019). L'Allemagne enverra 32 sièges (+2), l'Espagne 22 (+9), ou encore 20 sièges pour la Pologne (+4). Président du groupe PPE au Parlement européen depuis 2014, Manfred Weber a tendu la main aux groupes S&D et Renew Europe pour former une « alliance démocratique pro européenne ». Il a demandé le soutien des autres partis pour que le résultat des élections soit respecté pour que Ursula von der Leyen soit présidente de la Commission européenne au cours des 5 prochaines années.

2. Le maintien du groupe des Socialistes et Démocrates

Avec 139 sièges, la famille socialiste fait légèrement moins bien qu'en 2019 (140), mais certains reculs, comme la mauvaise performance du SPD allemand, qui a essuyé, avec 14% des voix, son pire score depuis 1949, étaient déjà anticipés. Dans le même temps, la bonne tenue des formations socialistes française (14 sièges), espagnole (20 sièges) et italienne (17 sièges) ont permis au groupe S&D de se stabiliser. Nicolas Schmit, le « Spitzenkandidat » du Parti socialiste européen, a félicité rapidement la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et son parti, le PPE, pour leur victoire et s'est dit « ouvert à une forte coopération avec toutes les forces démocratiques dans ce Parlement européen ; on l'a dit dès le début et on continue à le dire ». Ces résultats pointent vers la reconduction d'une majorité « pro-européenne » au PE, a ajouté le socialiste qui a rappelé le refus de sa famille de négocier une coalition avec les groupes CRE ou ID.

3. L'affaiblissement du groupe centriste

Le groupe centriste-libéral Renew Europe a perdu un nombre important de sièges (-22) par rapport à la législature 2019-2024, mais il pourrait parvenir, de peu, à conserver sa troisième place dans l'hémicycle du Parlement européen, avec 80 sièges, selon les dernières projections disponibles. La délégation française au sein du groupe Renew Europe reste la plus représentée, mais subit de lourdes pertes. En Espagne également, les pertes sont importantes, puisque le groupe ne conserverait plus qu'un siège espagnol contre 9 précédemment. Les quelques victoires se situent en Slovaquie, avec une majorité de 27,8% des voix nationales du parti Slovaquie progressiste, ou encore en République tchèque avec 26,14% pour Ano 2011.

4. Une percée pour le groupe des Conservateurs

Le groupe des Conservateurs et réformistes (CRE) a réussi à se maintenir au sein du Parlement européen. Passant de 69 à 73 sièges, la CRE devient la quatrième force politique, après les groupes PPE, S&D et Renew Europe et prend la place des Verts/ALE.

Le groupe devrait accueillir la plus grosse délégation venant d'Italie, avec 23 sièges pour Fratelli d'Italia, soit 13 de plus qu'auparavant. Le parti polonais 'Droit et justice' (PiS), perdrait 7 sièges, mais en garderait tout de même 20. Les Espagnols de Vox en gagneraient 2 en portant leur nombre total à 6, la coalition française La France fière en gagnerait 4, soit 5 sièges au total, et la 'Solution grecque' en gagnerait 1, soit deux au total. Le groupe accueillerait également une délégation luxembourgeoise, avec un élu du Parti réformiste d'alternative démocratique.

Certaines délégations se maintiendraient : la Suède et la Belgique, avec 3 sièges chacune, la Lettonie avec 2 sièges et la Lituanie avec un siège. En revanche, la délégation néerlandaise en perdrait quatre, ne lui en laissant qu'un seul. Et la République tchèque en perdrait un, mais en garderait trois.

Cependant, de nombreux élus non-inscrits pourraient rejoindre le groupe CRE. Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois et dirigeant du parti Fidesz, a indiqué à plusieurs reprises qu'il comptait en faire la demande. En plus des 10 députés du Fidesz, le CRE pourrait accueillir le Bulgare de l'ITN, le Croate du Mouvement patriotique, le Chypriote du Front populaire national, le Danois de l'Æ, ainsi que deux Litvaniens, dont un est rattaché actuellement aux Verts. La CRE pourrait alors dépasser ainsi le groupe Renew Europe, qui devrait compter environ 83 élus.

5. Succès pour l'extrême-droite

La droite nationaliste est un des vainqueurs des élections européennes. Au Parlement européen, le groupe 'Identité et Démocratie' (ID) pourrait obtenir 58 sièges sur 720, soit 8,06%, mais ce score ne prend pas en compte des partis qui, jusqu'à présent, ne siégeaient pas au Parlement. 52 sièges ne sont attribués à aucun groupe et les non-inscrits (avec l'AfD) auraient 46 élus. À la fin du mandat du Parlement actuel, le groupe ID avait 49 sièges sur 705 (6,96%).

Les partis nationaux formant le groupe ID sont arrivés en tête dans deux pays : en France et en Autriche, le 'Freiheitliche Partei Österreichs' (FPÖ) ayant obtenu 25,7% des votes exprimés, soit 6 élus.

De plus, l'"Alternativ für Deutschland' (AfD), exclue d'ID (mais qui pourrait y revenir), est devenue la deuxième force en Allemagne avec 16% des voix, soit 17 élus.

En outre, divers partis d'extrême droite font leur entrée au Parlement européen (Espagne, Croatie, Pologne).

À contre-courant, en Italie, la Lega divise par trois son nombre d'élus. S'il était le premier parti du groupe ID avec 22 sièges, il devrait se contenter de 7, ses électeurs s'étant détournés pour voter pour le parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, membre du CRE.

6. Revers pour les verts

Retombé à 52 élus, le groupe Verts/ALE retrouve ainsi un contingent proche d'il y a dix ans, loin de la vague qui l'avait porté en 2019.

Ainsi, la délégation allemande, qui reste la plus importante avec 16 élus, en a perdu 9, tandis que la délégation française, qui avait également marqué la surprise il y a cinq ans, se voit amputée de 7 sièges, sur les 12 qu'elle possédait, dépassant difficilement les 5% requis afin d'envoyer des représentants au Parlement. D'autres pertes moins significatives sont également observées du côté de l'Autriche, de la Belgique et de la République tchèque.

De fait, le groupe Verts/ALE, jusqu'alors quatrième force politique du PE se trouve désormais devancé pas le groupe des Conservateurs et réformistes européens et celui d'extrême droite, Identité et démocratie.

Face à cette montée de la droite radicale, la co-tête de liste des Verts européens pour les élections européennes de 2024, Bas Eickhout, a appelé les « forces progressistes à travailler ensemble ».

7. Une stagnation pour la gauche radicale

Selon les projections les plus récentes, la famille de gauche radicale a perdu un siège et réalisé, avec 36 sièges sur 720, le plus petit score des sept groupes politiques composant actuellement l'hémicycle du Parlement européen.

La percée de La Gauche a été particulièrement importante dans les pays nordiques, là où l'extrême droite, au contraire, a reculé. Trois eurodéputés finlandais, un danois et deux suédois siégeront pour La Gauche au Parlement européen.

En revanche, aucun parti d'extrême gauche n'a gagné de sièges européens en Autriche, Bulgarie, Croatie, Estonie, Slovaquie, Slovénie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Hongrie, Italie, au Luxembourg et à Malte.

Perspectives

La poussée des droites radicales va peser sur la désignation du ou de la président(e) de la Commission par les chefs d'Etat et de gouvernement qui vont se réunir lundi 17 juin pour un premier tour de table avant de prendre une décision les 27 et 28 juin. En effet, leur candidat devra obtenir en juillet la majorité absolue des membres du Parlement, soit 361 voix, lors d'un vote à bulletins secrets. Or, la conservatrice allemande Ursula von der Leyen n'avait été investie en 2019 que par 9 voix de majorité.

Si les Vingt-sept la désignent à nouveau, il faudra qu'elle sécurise une majorité. Elle pourrait être tentée de donner des gages à la droite radicale, notamment sur l'environnement et l'immigration, mais avec le risque de déplaire aux socialistes et à Renew.

Elle pourrait aussi ne rien céder, notamment sur le Pacte vert, en espérant que les 52 écologistes – qui enregistrent une perte sèche de 20 sièges – la soutiendront pour combler les défections au sein du PPE.